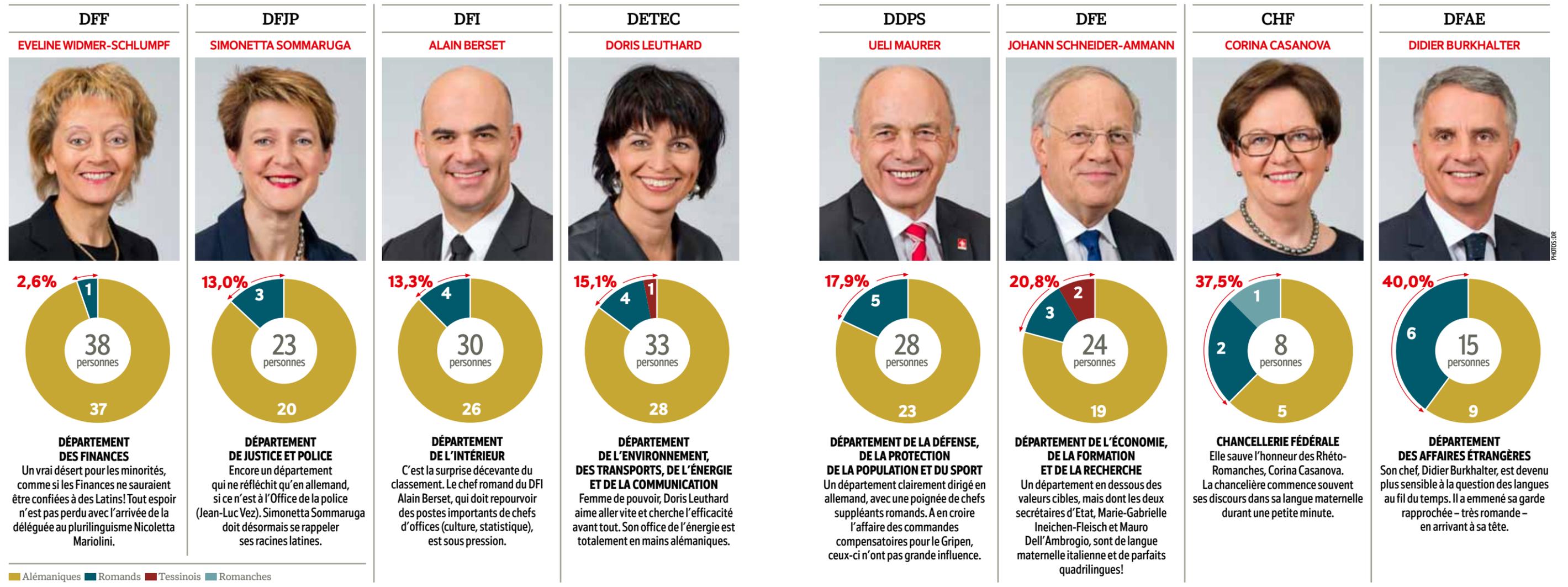


# LE CONSEIL FÉDÉRAL ÉCRASE LES MINORITÉS

**PLURILINGUISME.** La situation reste alarmante pour les représentants des minorités linguistiques à la tête de l'administration fédérale. Romands, Tessinois et Rhéto-Romanches n'y sont représentés qu'à 16%, au lieu des 30% visés par le gouvernement. Enquête sur un scandale qui perdure, malgré les admonestations parlementaires.



**MICHEL GUILLAUME**  
C'est à désespérer. Cela fait désormais trois ans que la loi fédérale sur les langues et son ordonnance d'application sont entrées en vigueur. Mais à la tête de l'administration fédérale, rien ne change. L'enquête de L'Hebdo montre que les

minorités linguistiques sont toujours aussi largement sous-représentées par rapport aux valeurs cibles fixées par le Conseil fédéral lui-même: 14% de Romands (au lieu de 22%), 1,5% de Tessinois (au lieu de 7%) et 0,5% de Romanches (au lieu de 1%). Il y a pire. On ne sent aucune volonté de chan-

ger les choses, que ce soit au sein des sept départements comme à l'Office fédéral du personnel (Ofper). Tout récemment, le Conseil fédéral a rejeté un postulat de Marco Romano (PDC/TI) réclamant un état des lieux concernant la tête de l'administration jusqu'à fin mars 2013. «Le délai est

beaucoup trop court, car il est très compliqué d'établir cette statistique», a répondu le gouvernement, qui a pourtant promis un rapport pour la fin de l'année seulement.  
**Dilettantisme.** Une réponse incompréhensible de la part d'un gouvernement qui devrait

être le garant du respect des minorités, et qui relève d'un dilettantisme scandaleux. Pour le prouver, notre magazine s'est mis au travail. Nous avons pointé les quelque 200 personnes concernées par la motion Romano sur la base de l'Annuaire fédéral, dans sa version en ligne actualisée à fin

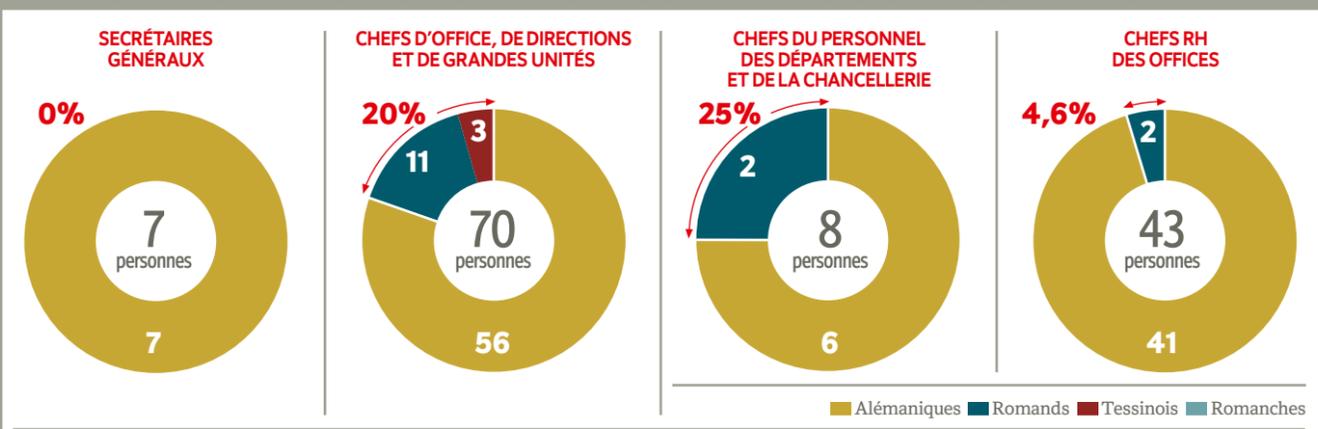
mars dernier. En moins d'une semaine, nous disposons d'une vue d'ensemble de la représentativité des minorités au sein des sphères dirigeantes dans la Berne fédérale. «C'est la preuve que la réponse du Conseil fédéral n'était pas sérieuse», déplore l'auteur du postulat.

Agé de 30 ans, Marco Romano est le benjamin de la délégation PDC au Conseil national. Mais il est loin d'être un novice dans ce débat. Durant deux ans, il a travaillé au Tessin au sein du Département des institutions, lequel a de multiples contacts avec l'administration fédérale. «Qu'est-ce que c'était compli-

qué!» se souvient-il. Une fois, Berne n'avait pas de documents en italien, une autre fois le fonctionnaire italoophone compétent n'était pas là... En débarquant sous la Coupole fédérale, Marco Romano s'est aperçu que l'Ofper ne disposait même pas de statistiques sur la représentativité des mino- >>>

**À CONSULTER**  
Retrouvez la liste des 199 fonctionnaires concernés, département par département, sur le site de «L'Hebdo» [www.hebdo.ch](http://www.hebdo.ch)

MÉTHODE ET CHIFFRES GLOBAUX PAR CATÉGORIE DE HAUTS CADRES SUPÉRIEURS



Nos chiffres sont basés sur l'annuaire fédéral, disponible online, mis à jour en mars 2013. A été prise en compte la langue de correspondance des cadres supérieurs qui, à quelques rares exceptions près, correspond à la langue maternelle. Sont pris en compte selon le postulat de Marco Romano: les secrétaires généraux avec leurs suppléants, les chefs d'offices, de directions et de grandes unités, les chefs des RH des départements et offices. Les valeurs cibles définies par le Conseil fédéral dans l'Ordonnance sur les langues sont: 70% d'Alémaniques, 22% de Romands, 7% de Tessinois et 1% de Rhéto-Romanches.

>>> rités à la tête de l'administration. «C'est une situation déplorable à laquelle il faut remédier au plus vite», s'offusque-t-il. Il exige donc un état des lieux, ne serait-ce que pour permettre à la future déléguée du plurilinguisme, Nicoletta Mariolini, de gagner du temps dès son entrée en fonction le 1<sup>er</sup> août prochain. L'Hebdo avait déjà scanné les hautes sphères de l'administration en 2009 et 2011, mais nous n'avions encore jamais englobé les chefs des ressources humaines dans ces enquêtes. Marco Romano tenait à ce qu'on ne les oublie pas, eux dont l'influence est grande – et parfois capitale – dans une procédure de recrutement. Le Tessinois a eu raison d'insister. La situation est particulièrement alarmante sur ce point dans les offices et grandes unités: deux Romands sur 43 postes recensés, ou moins de 5%. Pas le moindre Tessinois à l'horizon! C'est certainement l'une des raisons du lamentable constat d'échec qu'il faut bien dresser quant à la représentation des minorités au sein de l'administration. Parmi les sept départe-

tements, seul le DFAE, traditionnellement conduit par un Latin, atteint le seuil de 30% que le Conseil fédéral vise pour les trois minorités romande, tessinoise et rhéto-romanche. Tous les autres sont largement au-dessous (voir infographie). **Paradoxe grison.** La palme du cancre du plurilinguisme revient à Eveline Widmer-Schlumpf, qui n'occupe que

2,6% de Latins dans les catégories de cadres supérieurs touchées par le postulat Romano. Quel paradoxe pour cette Grisonne venue du seul canton trilingue de Suisse! Bien sûr, la cheffe des Finances doit tenir le ménage fédéral, et elle le fait plutôt bien. Elle doit aussi esquisser une stratégie prospective solide pour contenir les assauts des fiscaux américains et européens, ce qu'elle fait d'ail-

leurs avec un certain courage. D'accord, elle a d'autres dossiers importants à gérer. Mais cela ne l'excuse pas de négliger pareillement le plurilinguisme. «Vos chiffres sont très préoccupants, mais ils ne font hélas que confirmer nos pires craintes», déclare le vice-président d'Helvetia Latina Jacques-André Maire (PS/NE). Pour le Tessin, qui n'a même pas 2% de cadres supérieurs (au lieu des 7% visés), c'est même une «catastrophe», selon le terme employé par Ignazio Cassis (PLR/TI). «Nous avons là un gros problème et le gouvernement n'a jusqu'ici montré aucune volonté sincère à le résoudre», ajoute-t-il. «Je suis choqué, avoue pour sa part Marco Romano. Il y a là un réel danger pour la cohésion nationale.» C'est effectivement l'enjeu majeur de ce débat: la cohésion nationale, ce génie quasi instinctif qu'a toujours eu la Suisse à protéger ses minorités en assurant leur représentativité au sein des instances du pouvoir. «Au-delà de la langue, il y a toujours une culture et une sensibilité politique», souligne Jacques-André Maire. >>>

**Le DFF avance d'autres chiffres**

Que pense le Département fédéral des finances de l'enquête de L'Hebdo? Il rétorque d'abord en brandissant les statistiques globales des effectifs de l'administration, qui montrent que les minorités sont correctement représentées: 21,4% de Romands, 6,7% de Tessinois et 0,3% de Romanches en 2012. Pour le reste, le DFF a calculé la proportion de cadres supérieurs dans les catégories 30 à 38, soit au-dessus d'un revenu annuel de 195 000 francs pour son département. «Dans cette statistique, les Romands y sont 19,2% et les italophones 4,3% en 2012, deux taux qui sont en hausse par rapport à 2011», souligne sa cheffe de communication Brigitte Hauser-Süess. «La cheffe du DFF Eveline Widmer-Schlumpf attache une très grande importance à la représentation équilibrée des différentes régions linguistiques», ajoute-t-elle. Impossible pourtant de comparer cette statistique avec le postulat Romano, qui cible les cadres supérieurs, au réel pouvoir d'influence, de manière beaucoup plus sélective. ◊ MG

www.moblich



C. et D. Salvisberg, clients de la Mobilière.

**Nos clients peuvent à nouveau se réjouir: ils reçoivent 140 millions.**

**PARTICIPATION AU RÉSULTAT GRÂCE À L'ANCRAGE COOPÉRATIF**

Grâce à notre ancrage coopératif, nous partageons les fruits de notre succès avec nos clients titulaires d'une assurance ménage et bâtiment MobiCasa.

**La Mobilière**  
Assurances & prévoyance

**>>> Entreprises pénalisées.**

Deux problèmes en découlent. D'une part, cette sensibilité latine est totalement absente lorsque les offices fédéraux ébauchent des lois qui touchent le citoyen dans sa vie quotidienne. D'autre part, la Berne fédérale, comme le relevait Marco Romano, s'avère incapable de dialoguer efficacement avec ses régions minoritaires sur le plan linguistique.

Avec elles, avec leurs citoyens, avec leur économie aussi. Le Parlement a entamé son débat sur l'achat d'un nouvel avion de chasse, le Gripen suédois.

Comme il se doit, un débat sécuritaire s'est engagé dans les deux Chambres. Déjà très controversé sur le fond, cet achat risque d'échouer pour une question de commandes compensatoires, qui devraient revenir pour 30% aux entreprises des régions latines. Or, on en est actuellement à 7%. Nombreux sont les Latins à vouloir la peau du Gripen, ne serait-ce que pour cette raison, y compris à droite. Cela n'étonne guère Jacques-

**MARCO ROMANO**

Le conseiller national tessinois a exigé un état des lieux sur la représentativité des minorités linguistiques à la tête de l'administration fédérale.



BUTTNER - MEYERBERG PASCAL

André Maire. «Certains appels d'offres pour les commandes de la Confédération ne sont même pas publiés en français et en italien. Ou alors, s'ils le sont, les entreprises romandes et tessinoises sont pénalisées parce que leur dossier n'est pas en allemand», relève-t-il. L'Etat fédéral perd de plus en plus sa sensibilité plurilinguis-

tique, ce qui déteint parfois sur les relations avec les voisins.

**Journalistes italiens accueillis en anglais.** En novembre 2012, Présence Suisse a invité une délégation de journalistes financiers italiens à Zurich et à Berne. «Le guide conduisant la délégation parlait en anglais, alors que l'italien est une de nos langues

nationales», déplore Marco Romano, qui s'en est plaint auprès de Didier Burkhalter. Lequel n'a pu que s'en excuser platement. Deux petites lueurs d'espoir dans ce tableau bien sombre pour les minorités. Eveline Widmer-Schlumpf vient de nommer la politicienne tessinoise Nicoletta Mariolini au poste de nouvelle déléguée au plurilinguisme, six mois après que le Genevois Vasco Dumatheray a jeté l'éponge par dépit.

**Espoir.** «Il faut reconnaître que M<sup>me</sup> Widmer-Schlumpf a donné là un signal fort qu'elle empoignait enfin le problème. Car Nicoletta Mariolini est une forte personnalité qui ne sera pas un alibi», se console Ignazio Cassis. Et la Tessinoise sera reliée directement au secrétariat général du département, comme l'avait exigé Jacques-André Maire par voie de motion. Mais les Latins avaient déjà rêvé d'une embellie voici trois ans lors de l'entrée en vigueur de la loi sur les langues! Aujourd'hui, ils doivent déchanter. ◦

**Un test aux standards européens**

Depuis un an, l'Office fédéral du personnel (OFPER) met à disposition un test de langues d'une vingtaine de minutes.

Le correspondant parlementaire de «L'Hebdo», Michel Guillaume, s'est soumis à l'épreuve, en allemand comme en italien.

Je suis tout de même un peu tendu en me présentant dans le fief de l'OFPER, à Berne. Tout en m'accueillant chaleureusement, la cheffe suppléante du secteur marketing, Sabina Marra, et l'un des porte-parole, Andrea Clementi, me rappellent l'article 6 de l'Ordonnance sur les langues: «Tout cadre moyen et supérieur doit posséder de bonnes connaissances actives d'au moins une deuxième langue officielle, et si possible des connaissances passives d'une troisième.»

Bon, voilà déjà posée la barre que je dois franchir, au risque de me discréditer à jamais! C'est dire qu'en allemand, je dois obtenir un C, degré signifiant une certaine aisance dans la maîtrise de la langue, et un B en italien, soit un niveau acceptable.

L'OFPER a choisi un test en ligne, celui de l'entreprise UDM, à Kriens, pour vérifier les facultés de ses futures recrues selon des standards européens. Durant vingt à vingt-cinq minutes, le candidat doit répondre à une série de questions portant sur la grammaire, le vocabulaire ainsi que la communication écrite et orale.

Commençons donc dans la langue de Goethe! Ouf, c'est quand même moins compliqué que les monologues de Faust. Il s'agit de comprendre des extraits d'articles sur le carnaval de Lucerne ou le musée Tinguely. «Vous êtes sûr d'avoir terminé, il vous reste huit minutes», m'interroge l'ordinateur au terme du test. Verdict: 87% de réponses exactes. Niveau C1.

Soulagé dans un premier temps, j'entame ensuite le test d'italien avec pas mal d'appréhension. Je me rappelle très vaguement m'être plongé au gymnase dans quelques nouvelles de Buzzati et dans un roman de Sciascia, *I malavoglia*. Mais tout ça, c'était dans un autre siècle! L'ordinateur me le rappelle brutalement. Bonne compréhension, mais vocabulaire lacunaire: niveau B1 Acceptable, sans plus...

Avec ce test, la Confédération dispose d'un nouvel instrument qui permet d'évaluer facilement les connaissances linguistiques. «Les départements l'utilisent de manière systématique», affirme l'OFPER. En 2012, le centre de formation de l'administration fédérale a dispensé 180 cours collectifs, accordé un coaching linguistique à 80 cadres. De plus, 1300 employés, notamment au DDPS, ont suivi un cours en ligne. Enfin, d'autres cours ont été organisés de manière décentralisée dans les offices. Des chiffres qui peuvent paraître importants mais qui restent modestes par rapport aux 36 000 collaborateurs que compte la Confédération. ◦ MG

**Une journée en Tunisie**

Matin: découverte du Sahara à Douz

Après-midi: sports nautiques à Djerba

